



Faire pression pour un régime d'épargne et d'investissement sylvicole personnel

PFC a fortement insisté auprès du gouvernement fédéral pour qu'il investisse dans l'avenir des forêts privées au Canada en créant un régime d'épargne et d'investissement sylvicole personnel dans le budget fédéral de 2023. PFC vous a également encouragé à faire de même en rédigeant des lettres au ministre des Finances et au ministre des Ressources naturelles du Canada. Il est également recommandé aux membres de communiquer notre [appel à l'action](#) au ministre et à lui demander son soutien.

« Il a été largement reconnu que le gouvernement fédéral doit encourager les propriétaires forestiers à pratiquer la gestion durable des forêts en modifiant les politiques fiscales », déclare Domenico Iannidinardo, président. « La création d'un régime d'épargne et d'investissement sylvicole personnel (REISP) permettra aux petits et moyens propriétaires forestiers canadiens de mettre de côté une partie de leur revenu de récolte forestière pour de futurs investissements de gestion dans leurs forêts. »

Ces changements dans les politiques fiscales sur le revenu stimuleront l'activité économique dans les communautés rurales et créeront des emplois durables supplémentaires directs et indirects dans le secteur forestier. Le résultat réduira l'incertitude et améliorera les investissements, créera des outils innovants pour contribuer à une économie à faible émission de carbone et contribuera à la lutte contre les changements climatiques. Il améliorera également la valeur des peuplements forestiers, de ses produits et de ses actifs. De plus, il aidera le Canada à demeurer un chef de file mondial en matière de gestion durable des forêts et de conservation de la biodiversité.

L'importance de la création d'un REISP pour les propriétaires forestiers a été reconnue par le Comité permanent des finances dans son rapport prébudgétaire de 2021 au Parlement du Canada. PFC a soumis cette recommandation au Comité permanent des finances dans le cadre de sa consultation prébudgétaire de 2023 et a présenté des recommandations similaires au Comité permanent des ressources naturelles dans le cadre de son étude sur l'aide fédérale à diverses industries des ressources naturelles.

« Nous pensons que la création d'un régime d'épargne et d'investissement sylvicole personnel dans le budget fédéral de 2023 renforcera les contributions des propriétaires forestiers à l'économie verte du Canada, à la gestion durable des forêts, aux solutions climatiques fondées sur la nature et à la conservation de la biodiversité », explique Jean-Pierre Martel, directeur exécutif. « Il soutiendra également de manière significative le développement socioéconomique rural. »

Avec la COP15 à notre porte en décembre 2022, PFC attend avec impatience la réponse positive et opportune du gouvernement fédéral à cette importante proposition et sa contribution positive à l'économie verte du Canada.